

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai effectivement eu un échange de vues très direct, très énergique, et je l'espère, très fructueux, à ce sujet, avec M. Bush. Ce dernier a d'ailleurs dit ce qu'il en pensait à la conférence de presse. Je lui ai fait valoir que le gouvernement des États-Unis s'était engagé, à Québec, à ne pas prendre de mesures de ce genre et que cela a eu de graves conséquences, que nous ne pouvons pas accepter, pour les travailleurs de Colombie-Britannique. Quelles que soient les raisons politiques internes qui aient motivé cette décision, le gouvernement du Canada la juge inacceptable et cherchera par tous les moyens, en allant devant les tribunaux et en essayant de s'entendre directement avec le gouvernement, à remédier à cette situation dans l'intérêt des travailleurs de Colombie-Britannique et à faire en sorte que ce genre de chose ne se reproduise plus.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** J'espère que cela donnera des résultats, monsieur le Président.

## LES INSTRUCTIONS DONNÉES AU NÉGOCIATEUR

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, à la suite des propos tenus de chaque côté de la frontière par les négociateurs en chef des deux pays, on ne sait plus très bien ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas et cette confusion sème l'incertitude dans le milieu des affaires, qui ne sait plus trop s'il doit investir ou non dans nos industries.

Le premier ministre pourrait-il nous dire pour de bon quelles instructions il a donné à M. Reisman quant aux questions qui sont négociables et à celles qui ne le sont pas afin que le milieu des affaires sache à quoi s'en tenir?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si les dirigeants du monde des affaires ignorent sur quel pied danser, c'est depuis qu'ils ont regardé le chef de l'Opposition à la télévision, lundi soir.

Nous avons confié un mandat à un excellent négociateur, Simon Reisman, qui a travaillé avec l'honorable représentant des Finances, et ailleurs, et qui prend très à coeur nos intérêts nationaux et la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés et dont nous avons parlé à la Chambre. Je ne peux pas empêcher un ambassadeur américain, un fonctionnaire des États-Unis, de dire que son pays compte aborder tel ou tel sujet. C'est un pays libre. Nous vivons dans un monde libre. Les États-Unis sont libres de le faire.

Nous avons donné à nos représentants des instructions très claires visant à créer des emplois et à accroître la prospérité au Canada, si possible, grâce à un nouvel accord commercial global et bilatéral.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Voilà encore de quoi semer la confusion dans les esprits.

**Une voix:** Cela suffit.

## LES SERVICES FINANCIERS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le ministre du Commerce extérieur a dit hier qu'en ce qui nous concerne, nous comptons négocier au sujet

des services financiers. Il a reconnu, en même temps, que les Américains s'y opposaient. Peut-être pourrais-je demander au premier ministre, ou au ministre, de nous expliquer quelle est leur position à ce sujet.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, même les pires ennemis de notre gouvernement, et nous en avons quelques-uns, n'oseraient pas prétendre que nous avons manqué de clarté ou de courage à ce sujet par rapport aux libéraux qui n'ont absolument rien fait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Vous n'avez pas répondu à la question.

\* \* \*

## L'APARTHEID

## L'AFRIQUE DU SUD—LA POSITION CANADIENNE SUR L'IMPOSITION DE SANCTIONS ÉCONOMIQUES

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. En Afrique du Sud la situation continue de se dégrader de jour en jour, et les Canadiens ont vu que la Chambre des représentants vient d'appuyer à l'unanimité l'imposition de sanctions économiques sévères. Les Canadiens se demandent pour quelle raison il est nécessaire d'empêcher encore le Canada de prendre un rôle de tête et d'imposer immédiatement des sanctions économiques efficaces sans plus tarder.

• (1120)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le président, je regrette d'entendre mon honorable ami dire que le Canada refuse de prendre un rôle de tête. Nous avons cherché à jouer le rôle traditionnel du Canada, joué par mes prédécesseurs en d'autres circonstances quand nous sommes allés à Nassau.

Dans le cas présent, il y a deux considérations importantes. L'abolition bien sûr, de l'apartheid sud-africain, ce grave fléau qui continue de s'étendre, est l'objectif poursuivi par tous les députés. Mais la façon d'y parvenir en tant que pays membre du Commonwealth est également une importante considération stratégique. A tort ou à raison nous estimons que la meilleure façon de réaliser ce noble objectif, c'est de faire en sorte que le Commonwealth n'éclate pas, qu'il fasse preuve d'unité d'intention et d'action. Cela exige une démarche pondérée et raisonnable, que nous avons adoptée et que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exposée.

Je vais rencontrer M<sup>me</sup> Thatcher le 13, et il y aura ensuite une réunion des sept chefs de gouvernements des pays du Commonwealth à Londres, dans la première semaine du mois d'août. Nous espérons que nous pourrons contribuer de façon importante à faire réellement avancer les mesures sérieuses qui vont amener la fin de ce régime corrompu et avilissant qui existe en Afrique du Sud.